



Confédération des Ecologistes Indépendants

Souveraineté Ecologie Ruralité

Contact : François Degans, Président de la CEI -

421, rue Croix de Las Cazes- Résidence Le golf- Bât. 5 - 34000 Montpellier

Tél. / Fax : 04 67 41 28 44

Internet : www.cei-msr.com Email : secretariat@cei-msr.com

Positions de la CEI concernant les élections présidentielles et législatives de 2007

SOMMAIRE :

<i>La défense de nos valeurs et de nos objectifs est inséparable des moyens adaptés pour les concrétiser.....</i>	<i>1</i>
<i>Ce que nous défendons pour la France, nous le défendons tout autant pour les autres pays d'Europe et du monde.....</i>	<i>2</i>
<i>Bayrou, le candidat du pire, sous des apparences de modération ?.....</i>	<i>3</i>
<i>Où peuvent aller nos préférences électorales ? Quels critères de sélections ?.....</i>	<i>3</i>

La défense de nos valeurs et de nos objectifs est inséparable des moyens adaptés pour les concrétiser

Tous ceux qui, depuis des années, ont suivi de près notre évolution et nos positions, ont pu constater que notre ligne est restée fidèle à nos valeurs et à nos objectifs généraux qui sont la défense de l'écologie et des critères de qualité, la lutte contre le chômage de masse, la défense des libertés individuelles, la défense de la justice sociale (acquis sociaux, protection sociale), la défense de l'égalité d'accès aux services publics, la solidarité entre pays, la défense des ruraux du monde entier...

Tirant les leçons des échecs des gouvernements de gauche et de droite, qui, tour à tour, se sont révélés incapables de tenir véritablement leurs promesses, notre combat n'est pas tant de défendre nos objectifs, que de défendre les moyens les plus adaptés à ces objectifs. Toute autre approche relève pour nous de ce fameux « discours incantatoire » que nous dénonçons et qui caractérise si souvent les propos de nos hommes politiques.

C'est le sens de notre combat contre les traités européens qui n'ont eu de cesse de nous priver des principaux instruments nationaux de régulation de l'économie : abandon des instruments de politique monétaire, budgétaire, et du commerce extérieur.

Pour autant, ces abandons n'ont pas été compensés par des instruments de régulation de niveau européen, bien au contraire : les traités européens nous ont littéralement enfermés dans un cadre totalement dérégulé, nous laissant désarmés face à la concurrence féroce des pays émergents (Chine, Inde...), en particulier, en nous interdisant de recourir à des protections économiques efficaces (contingentements, prélèvements à l'entrée, droits de douane), et en nous interdisant de contrôler la circulation des capitaux.

Outre, ces interdictions, la création de l'Euro - monnaie unique, se révèle être un véritable boulet pour l'économie française et italienne, alors même qu'il avantage l'Allemagne. C'est la preuve que nos économies, bien qu'ayant des niveaux de développement proches, n'en conservent pas moins d'importantes différences, des différences qui justifieraient le retour à des politiques monétaires adaptées à chaque pays, qui pourraient être éventuellement coordonnées dans le cadre d'une monnaie commune européenne.

Continuer à croire que tous les pays d'Europe puissent avoir les mêmes besoins de mesures politiques au même moment, relève d'une arnaque intellectuelle ou de l'aveuglement pur et simple : comment imaginer par exemple que des mesures favorables à la France puissent être adaptées à la Pologne et inversement... ? Or, cet aveuglement est dangereux, car il nous maintient dans **une situation sociale explosive** avec un volant énorme de chômeurs, de travailleurs pauvres et précaires, d'exclus de la société.

Ce que nous défendons pour la France, nous le défendons tout autant pour les autres pays d'Europe et du monde.

Si nous sommes pour la défense des souverainetés nationales dans le monde, c'est parce que la souveraineté nationale, dès lors qu'elle repose sur le peuple, reste le niveau plus favorable à l'existence et au fonctionnement de la démocratie au quotidien.

Au plan national et international, cela implique la défense du « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », c'est-à-dire, à disposer de l'ensemble des attributs de la souveraineté (politiques, économiques et militaires), sans lesquels un peuple n'est plus libre de choisir son avenir ni de défendre ses intérêts.

Et c'est aussi parce que nous considérons le niveau national comme étant le plus efficace pour défendre nos acquis sociaux, pour pouvoir aller vers une économie de marché régulable (micro et macro-économiquement), pour que nous puissions faire varier notre budget en fonction de nos objectifs écologiques (lutte contre le réchauffement climatique, etc...), de nos objectifs d'aménagement du territoire, de déconcentration et d'équilibre urbain/rural, etc..., et pour que tous les pays puissent faire pareil.

Certes, l'internationalisme peut parfois paraître nécessaire à l'exercice de la démocratie, mais, il s'agit bien d'internationalisme et non pas de « mondialisme ». Autrement dit, il s'agit bien de constituer une entente volontaire entre démocraties libres et non pas de créer un gouvernement européen ou mondial qui serait chargé de décider en lieu et place des démocraties nationales. Ainsi, quand plusieurs pays s'aperçoivent qu'ils pourraient mieux défendre certains objectifs en regroupant leurs moyens, une coopération internationale peut être mise en place avec des objectifs précis et limités. Mais, pour nous, cela ne doit pas remettre en cause l'indépendance et la liberté de chaque pays à choisir son propre destin. Cela n'a donc rien à voir avec la tentative de construction européenne actuelle (de type fédéraliste), qui ne cesse au contraire de vouloir nous imposer une montée du niveau de décisions et qui débouche sur des mesures non démocratiques, uniformes, et de ce fait, inadaptées à la réalité unique (économiquement et culturellement) de chacun des 27 pays membres.

Nous proposons donc de constituer **une alliance internationale de tous ceux qui défendent la souveraineté de chaque peuple** face aux menaces de transferts des pouvoirs vers des organisations internationales technocratiques et non élues (Fonds Monétaire International, Banque mondiale, Organisation Mondiale du Commerce, Commission européenne).

C'est ce qui nous a conduit en 2005 à faire campagne contre le projet de Traité constitutionnel européen.

C'est ce qui nous conduit aujourd'hui à rejeter Bayrou en tant que candidat le plus européiste, et le plus favorable à ces traités européens qui, actuellement, nous enferment dans l'ouverture économique sans limite et débouchent sur la mondialisation économique et le productivisme, les délocalisations et le chômage de masse... A travers son acceptation de l'ouverture sans régulation, Bayrou est en fait le candidat le plus partisan du système productiviste dans ses aspects les plus régressifs : impossibilité de retrouver une économie maîtrisable (régulable micro-économiquement et macro-économiquement), impossibilité en conséquence de tout volontarisme en matière de politique sociale, et a fortiori, de politique écologique.

Bayrou, le candidat du pire, sous des apparences de modération ?

Derrière un beau catalogue de bonnes intentions, le candidat Bayrou est en fait celui qui affiche le plus grand extrémisme en ce qui concerne le déficit public : projeter, comme il le propose, d'inscrire dans la constitution l'interdiction de tout déficit budgétaire, c'est rendre impossible le financement d'investissements écologiques massifs, le financement d'une politique anti-chômage, le financement d'une politique sociale volontariste, etc. C'est en ce sens qu'il représente objectivement le candidat le plus anti-social, le plus anti-écologique et le moins solidaire des peuples en souffrance dans le monde.

En effet, dans un premier temps, il n'est pas possible d'amorcer un certain cercle économique vertueux permettant de maintenir et promouvoir les services publics, les transferts sociaux, et de lancer les investissements écologiques massifs (économies d'énergie, transport ferroviaire, réorganisation des villes, agriculture biologique et durable, excellence environnementale des produits et recyclage des déchets, etc) sans que cela ne s'accompagne d'un effort massif d'investissement. Cet effort ne pourra en effet être massif et à la hauteur des enjeux si l'on s'interdit de recourir à tout déficit budgétaire.

Il est donc intolérable que Bayrou prétende empêcher le financement des dépenses par du déficit public, alors qu'à long terme, ces dépenses sont sources d'économies et feront de la France un pays durable et juste. Le projet politique de Bayrou est manifestement celui de la technocratie et d'un certain grand patronat, le plus hostile à une économie maîtrisée et équilibrée, autrement dit, le plus anti-social et le plus anti-écologique.

Mais, à cette forme d'extrémisme économique, il faut encore ajouter l'hypocrisie qui consiste à nous faire croire que l'application réelle du programme de l'UDF serait réalisable en même temps que la résorption du déficit public en trois ans !

Comme chez ses prédécesseurs de gauche et de droite, le programme de Bayrou n'est pas autre chose qu'un catalogue de vœux pieux sans conséquences, car, faute de proposer des moyens de financement cohérents et des régulations économiques indispensables face à la mondialisation économique actuelle, le candidat Bayrou, s'il était élu, serait acculé à trahir ses engagements électoraux.

Où peuvent aller nos préférences électorales ? Quels critères de sélections ?

Chacun essaiera d'évaluer jusqu'à quel degré les différents candidats intègrent nos orientations dans leur programme. Sans rentrer dans le détail, voilà les éléments qui nous semblent essentiels pour classer les candidats. Cela nous a déjà amené à classer Bayrou comme le pire de tous les candidats, malgré des apparences trompeuses de modération...

L'un des principaux critères de choix est évidemment le vote au référendum sur le Traité constitutionnel européen.

Pour nous, seul le candidat qui prend en compte la nécessité des protections économiques aux frontières, la nécessité d'un minimum de défense nationale, seul celui qui considère comme indispensable le fait de disposer d'un minimum de souveraineté politique et économique nationale pour défendre nos acquis sociaux, pour proposer des objectifs écologiques ambitieux, et qui, par conséquent, a fait voter « non » au projet de traité constitutionnel européen, est envisageable.

Le choix se restreint donc en premier lieu aux candidats qui ont voté non. Mais, si l'on veut aller plus loin, il est évident que notre préférence électorale doit intégrer nos positions générales sur quel type de société, quel type d'économie, et quel type de monde.

Rappelons que nous sommes pour une société de liberté, une écologie de liberté, une économie de liberté, mais que pour nous, il n'y a pas de véritable liberté des individus, s'il y a trop d'injustices sociales, si les individus sont économiquement trop inégaux entre eux. **Il ne peut y avoir de véritable liberté sans solidarité.**

Le candidat Schivardi défend les communes et la ruralité, et demande la sortie du traité de Maastricht. Il se rapproche de nos orientations, dans le sens où, pour nous, la démocratie augmente avec la proximité et diminue avec les grandes organisations, mais, en revanche, le caractère collectiviste de sa vision économique est très gênant.

Les candidats Besancenot et Arlette Laguiller, toujours prompts à dénoncer le chômage et les injustices engendrées par le système économique actuel, ce qu'on ne leur contestera pas, n'en demeurent pas moins des purs collectivistes au niveau de leurs propositions. Ils ne peuvent donc s'inscrire dans les candidats envisageables.

Bové, il y a 6 ans, aurait été acceptable, mais à l'heure actuelle, il est enfermé dans les 125 propositions de ses amis des collectifs unitaires, propositions qui reproduisent tous les tics collectivistes de l'extrême gauche. Il n'a donc plus aucun intérêt.

Du côté de la droite du non, Dupont-Aignan est un de ceux qui se rapprochait de notre vision, mais il n'a pas pu hélas se présenter aux présidentielles.

A chacun d'en tirer les conclusions qu'il veut. Ce manque de véritable choix, nous pouvons le regretter, mais c'est aussi **à nous de construire quelque chose de neuf, avec tous ceux qui sont ni inconscients ni sectaires**. Au niveau des élections législatives, le questionnement va se reproduire de la même façon bien qu'avec un choix électoral sans doute plus large.

Pour l'instant, les tentatives de rassemblement large des partisans du non au projet de Traité constitutionnel européen ont échoué : **l'heure n'était pas encore venue pour les mouvements politiques de dépasser le clivage droite-gauche, pourtant devenu secondaire par rapport aux enjeux cruciaux de la société : acceptation ou non de la mondialisation économique....**

François DEGANS

Président de la Confédération des Ecologistes Indépendants

<http://cei-msr.com>